

Unité départementale du Var
244 av de l'infanterie de marine BP 50520
83041 Toulon Cedex 9

Marseille, le 02/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/01/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

société TCP

329 rue du Docteur Calmette
83210 LA FARLEDE

Références : D-UD83- 2022- 141

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/01/2022 dans l'établissement TCP implanté 329 rue du Docteur Calmette 83210 LA FARLEDE . Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- société TCP
- 329 rue du Docteur Calmette 83210 LA FARLEDE
- Code AIOT dans GUN : 0006413417
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société TCP dispose d'une flotte de camions hydrocureurs et propose des prestations de dégazage, de vidange de cuves hydrocarbures, de bacs à graisse ou de fosse septiques. Elle a déposé une demande d'autorisation pour développer son activité afin de regrouper et de traiter par décantation sur site les eaux hydrocarburées collectées. Cette demande d'autorisation en cours d'instruction au jour de la visite permettra également un regroupement et un traitement sur site des volumes de terres polluées aux hydrocarbures retirées lors du démantèlement d'anciennes cuves à fuel.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- conditions d'entreposage des eaux hydrocarburées collectées
- situation administrative du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est présentée ci-dessous :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
capacité de rétention autour des réservoirs d'eau hydrocarburées	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article annexe I 2.7	/	Sans objet
situation administrative	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R511-9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société TCP entrepose une partie des eaux hydrocarburées qu'elle collecte dans des conditions non conformes, c'est à dire dans une cuve placée hors rétention. Cependant, le site devrait être régularisé et restructuré à court terme dans le cadre du développement de son activité.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : capacité de rétention autour des réservoirs d'eau hydrocarburées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article annexe I 2.7
Thème(s) : Risques chroniques, capacité de rétention
Prescription contrôlée : 2.7. Cuvettes de rétention Tout entreposage de produits ou déchets liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Lorsque l'entreposage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. La capacité de rétention est étanche aux produits et déchets qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des produits ou déchets incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Objet du contrôle : - présence de cuvettes de rétention (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;
Constats : La société TCP stocke temporairement des effluents hydrocarburés en attente d'évacuation vers un centre agréé. Une partie de ces effluents est contenu dans une cuve d'une capacité de 18 m3 remplie au tiers environ déposée sur une aire en terre non revêtue, en dehors de toute capacité de rétention. De plus cette cuve n'est pas équipée d'un système de jauge de niveau.
Observations : L'absence de jauge sur la cuve placée hors rétention est de nature à favoriser les incidents de dépotage. Il a été demandé à l'exploitant de supprimer cette cuve ou de la déplacer sur rétention sous un délai maximal de 30 jours
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R511-9
Thème(s) : Situation administrative, rubriques de la nomenclature
Prescription contrôlée : La colonne A de l'annexe au présent article qui constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, en particulier sa rubrique 2718
Constats : La société TCP regroupe sur son site des effluents hydrocarburés contenus dans environ 25 conteneurs GRV ainsi que dans une cuve d'une capacité de 18m3, alors qu'elle ne dispose pas encore de l'autorisation relative à la rubrique 2718 de la nomenclature. Toutefois cette autorisation en cours d'instruction devrait être délivrée sous peu, puisqu'un avis favorable du CODERST a été rendu en séance le 9 février 2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet